



CONVENTION DE COMPTE DE DÉPÔT BIENVENUE CONDITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

TITRE I – LES MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DE LA CONVENTION	P 2	TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES	P 11
TITRE II – LA TENUE DU COMPTE DE DÉPÔT	P 2	I - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION	P 11
I - LES CONDITIONS D'OUVERTURE DU COMPTE	P 3	II - OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DE LA BANQUE	P 11
II - LE FONCTIONNEMENT DU COMPTE	P 3	III - DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION CLÔTURE DU COMPTE	P 11
III - LES MOYENS DE PAIEMENT	P 4	IV - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION	P 12
IV - LA PROCURATION	P 9	V - RÉSOUDRE UN LITIGE	P 12
V - LA FACILITÉ DE CAISSE AUTOMATIQUE	P 9	VI - GARANTIE DES DÉPÔTS	P 13
VI - L'INDISPONIBILITÉ DES ACTIFS PAR SUITE DE SAISIE	P 9	VII - DONNÉES PERSONNELLES	P 13
VII - LE TRANSFERT DU COMPTE	P 10	VIII - SECRET BANCAIRE	P 13
VIII - LE SORT DU COMPTE EN CAS DE DÉCÈS	P 10	IX - INFORMATION RELATIVE AU DROIT D'INSCRIPTION À LA LISTE D'OPPOSITION AU DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE	P 14
IX - LES CONDITIONS TARIFAIRES	P 10	X - LOI APPLICABLE, TRIBUNAUX COMPÉTENTS, LANGUE	P 14
		XI - DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU CLIENT	P 14
		ANNEXES	P 15

La Convention de compte, établie en vertu de l'article L.312-1-1 du Code monétaire et financier (la « Convention »), est constituée des présentes conditions générales, de conditions particulières, des annexes « Condition de fonctionnement des cartes » (le « Contrat carte »), « Garantie des dépôts », « Les Services en ligne » incluant la « Liste des documents en ligne », ainsi que d'un Guide des conditions et tarifs pour les particuliers remis à la signature de la Convention, lequel s'applique à l'ensemble des frais, commissions, tarifs et autres coûts perçus au titre de la Convention. Ces documents sont disponibles également en agence, en centre Banque Privée et sur les sites Internet mabanque.bnpparibas (pour les clients des agences) ou mabanqueprivée.bnpparibas (pour les clients des centres Banque Privée) dits le « Site ». BNP Paribas est désigné dans la présente Convention sous les termes génériques de « Banque » ou « BNP Paribas ». Le terme « Client » vise toute personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels. Lorsque le compte est ouvert au nom d'un Client mineur non émancipé, le terme « Client » vise le mineur non émancipé, qui peut agir dans les limites et conditions prévues par la Convention et la loi ou son représentant légal, qui le représente dans tous les autres cas. Ce terme générique « Représentant légal » vise l'un des représentants légaux seul ou les deux agissant conjointement, lorsque cela est nécessaire. Lorsque le compte est ouvert au nom d'un majeur protégé, celui-ci peut agir dans les limites et conditions prévues par la Convention, la loi et l'ordonnance du juge des tutelles. Son représentant légal agit selon les pouvoirs qui lui ont été conférés par le juge des tutelles.

La Convention organise de manière standard la gestion du compte de dépôt à vue en euros de tout Client, personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, sur les livres de BNP Paribas, société anonyme, dont le siège social est à PARIS (75009), 16, bd des Italiens, immatriculée au RCS de Paris sous le n° 662 042 449 et l'identifiant CE FR 76662042449, agréée en qualité d'établissement de crédit et contrôlée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (pour des informations complémentaires, vous pouvez vous adresser à l'ACPR, 4 place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris cedex 09); la liste des prestataires de services de paiement agréés est également disponible sur le site internet du REGAFI, sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») et immatriculée à l'ORIAS n° 07 022735.

Lorsque la personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels est domiciliée en France ou de nationalité française résidant hors de France ou lorsque la personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels réside légalement sur le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne, qu'elle est dépourvue d'un compte de dépôt individuel en France (ou si celui-ci est en cours de résiliation par l'établissement) et s'est vue refuser l'ouverture d'un tel compte par l'établissement choisi, elle peut demander à la Banque de France de désigner un établissement qui, sera alors tenu de fournir gratuitement l'ensemble des produits et des services énumérés par l'article D.312-5-1 du Code monétaire et financier. Dans le cas où la Banque serait désignée comme établissement teneur de compte dans le cadre de cette procédure, celle-ci proposerait une autre convention adaptée aux exigences légales et réglementaires.

Lorsque la personne n'est pas titulaire d'un chéquier, la Banque lui propose une autre convention comportant des moyens de paiement alternatifs. Les dispositions prévues dans la Convention s'appliquent aux agences ou aux succursales de la Banque situées en France métropolitaine.

TITRE I – LES MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DE LA CONVENTION

La Banque fournit au Client le texte de la Convention préalablement à sa souscription et, à tout moment de la relation contractuelle, sur simple demande du Client, sur support papier ou sur tout autre support durable.

La Convention peut être souscrite en agence à la suite ou non d'un démarchage, ou dans le cadre d'une vente à distance, utilisant exclusivement une ou plusieurs technique(s) de communication à distance, jusqu'à et y compris la conclusion de la présente Convention. Préalablement à cette souscription, la Banque fournit également au Client une note d'information précontractuelle, disponible en agence et sur le Site.

L'acceptation de la Convention est formalisée par la signature du Client.

Si le Client est déjà titulaire d'un ou plusieurs(s) compte(s), les accords préexistants concernant les produits et services dont le Client bénéficie déjà dans le cadre de la gestion de ses comptes sont maintenus.

Le Client bénéficie d'un délai de rétractation de 14 jours calendaires révolus à compter de la date de conclusion de la Convention (ou, si elle est postérieure, de la date de réception des informations précontractuelles et des conditions contractuelles par le client), sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalités. Pour exercer ce droit de rétractation, le Client doit communiquer à la Banque sa volonté de se rétracter au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté, sur support papier ou sur un autre support durable (ex. : par courrier postal à l'adresse indiquée sur le formulaire de rétractation joint à la Convention, ou via la Messagerie Client disponible sur le Site ou sur l'application mobile « Mes Comptes » ...), avant expiration du délai de 14 jours. S'il le souhaite, le Client peut également utiliser le modèle de formulaire de rétractation joint à la Convention, et le renvoyer à l'adresse indiquée sur celui-ci. Coût de la rétractation : gratuit, sauf éventuels frais d'envoi postaux. L'exercice du droit de rétractation sur la Convention emportera résiliation de cette Convention dans toutes ses composantes.

En cas de rétractation, le Client doit restituer s'il y a lieu à la Banque toutes les sommes perçues au titre de la Convention, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 30 jours à compter du jour de la notification de sa rétractation. La Banque devra procéder de même au plus tard dans les 30 jours à compter de la réception de cette notification.

Le Client peut demander l'exécution immédiate de la Convention pendant le délai de rétractation, sans toutefois renoncer à son droit de rétractation qui reste acquis. Sauf accord du Client, la Convention ne peut commencer à être exécutée qu'à l'expiration du délai de rétractation de 14 jours.

TITRE II – LA TENUE DU COMPTE DE DÉPÔT

Le compte sera ouvert et tenu conformément à (et sous réserve de) la législation monétaire fiscale ou relative aux sanctions économiques, au gel des avoirs, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou la corruption, en France et dans les pays concernés par une transaction, et conformément aux conditions ci-après exposées.

Afin d'assurer le traitement des transactions qui lui sont confiées en conformité avec la réglementation applicable, la Banque a mis en place un dispositif de sécurité financière basé sur une appréciation des risques en matière de sanctions économiques, de gel des avoirs, de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la corruption.

Ainsi, la Banque veille à ce que les transactions qui lui sont confiées ne contreviennent ni à la réglementation en la matière ni à la politique de sécurité financière adoptée par la Banque dans le cadre de ce dispositif.

En application de ce dispositif, la Banque ne s'engage, généralement, dans aucune transaction ou relation d'affaires quelle que soit la devise :

- Pour toute personne, entité ou organisation, pour le compte de celle-ci, ou à son bénéfice dès lors qu'elle fait l'objet de sanctions par la République Française, l'Union européenne, les Etats-Unis d'Amérique, ainsi que par les Nations-Unies, ou dans certains cas, d'autres sanctions locales dans les territoires dans lesquels le Groupe BNP Paribas opère ; ou
- Impliquant directement ou indirectement des territoires sous sanctions dont la Crimée/Sébastopol, Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, ou la Syrie ; ou
- Impliquant des personnes ou des territoires qui pourraient être liés à, ou contrôlés par des organisations terroristes, reconnues en tant que telles par les autorités compétentes en France, au sein de l'Union européenne, des Etats-Unis d'Amérique ou de l'ONU.

- La Banque ne saurait être tenue responsable si elle refuse ou diffère l'exécution d'une transaction sur la base de son illégalité ou de sa non-conformité à sa politique de sécurité financière. Le Client s'engage à fournir à la Banque tout document et/ou information que la Banque jugerait utile afin de déterminer si une transaction est conforme à la réglementation ou à sa politique de sécurité financière. À défaut, la Banque ne sera pas en mesure d'exécuter ladite transaction.

CHAPITRE I - LES CONDITIONS D'OUVERTURE DU COMPTE

Afin de respecter ses obligations réglementaires, la Banque est tenue de vérifier l'identité et le domicile de tout nouveau Client conformément aux mesures prévues par les textes (justificatifs, versement initial et/ou tout autre procédé). La Banque se réserve la possibilité de demander des justificatifs complémentaires, notamment : lorsque le Client est un mineur (émancipé ou non) ou fait l'objet d'un régime de protection (majeur protégé ou sous mandat de protection future) ; et/ou lorsqu'une législation étrangère régit la situation du Client.

Dans le cadre de la réglementation américaine, la Banque a signé avec le Trésor américain (IRS) un accord par lequel elle devient intermédiaire qualifié (QI) de celui-ci. Cet agrément l'oblige à s'assurer de la fiabilité des informations transmises par ses Clients en matière d'identité et de résidence fiscale, et à leur demander de produire, le cas échéant, certains documents spécifiques.

Dans le cadre de la lutte contre l'évasion fiscale, la réglementation américaine « Foreign Account Tax Compliance Act » dite FATCA et la Norme commune d'échange automatique de renseignements en matière fiscale de l'OCDE imposent à la Banque d'effectuer des diligences aux fins d'identifier les résidences fiscales de ses clients et plus spécifiquement d'identifier les US Person en application de la réglementation FATCA. À cet effet, la Banque collecte la documentation requise, notamment un formulaire d'auto-certification et tous justificatifs, informations ou attestations nécessaires à l'établissement du statut fiscal du Client.

CHAPITRE II - LE FONCTIONNEMENT DU COMPTE

1. Types de compte proposés

1.1 Compte individuel

a) Modalités générales de tenue de compte

Le Client peut disposer librement de ses avoirs en compte, sauf cas d'indisponibilité des actifs prévus au paragraphe VI du Titre II des présentes. La Banque enregistre toutes les opérations de retrait et de dépôt effectuées sur le compte par le Client et les mandataires.

b) Modalités spécifiques pour le mineur non émancipé, le majeur protégé et le Client sous mandat de protection future

Les représentants légaux des mineurs non émancipés sont seuls habilités à faire fonctionner le compte. Toutefois, le mineur non émancipé, peut être autorisé par son Représentant légal à le faire fonctionner sous sa seule signature au moyen de la carte bancaire qu'il détient, le cas échéant. Aussi, le mineur non émancipé d'au moins 16 ans a la possibilité d'effectuer certains virements de compte à compte depuis son espace sécurisé, sauf opposition expresse du Représentant légal (plus de détails dans l'annexe dédiée aux Services en ligne). Le Représentant légal reste responsable des conséquences pouvant résulter du fonctionnement du compte sur la seule signature du mineur.

Le majeur sous sauvegarde de justice ou sous curatelle peut faire fonctionner seul le compte, sous réserve des dispositions spécifiques (interdictions, restrictions) figurant dans le jugement du juge des tutelles.

Le majeur à l'égard de qui une habilitation familiale spéciale a été délivrée peut faire fonctionner son compte seul, sous réserve des droits dont l'exercice a été confié à la personne habilitée par le jugement du juge des tutelles.

Le majeur sous tutelle ou à l'égard de qui une habilitation familiale générale a été délivrée ne peut pas faire fonctionner seul le compte sauf dans les conditions et limites déterminées par le jugement du juge des tutelles.

Le Client sous mandat de protection future peut faire fonctionner seul le compte, sauf clause contraire prévue dans le mandat. Le mandataire de protection future, en fonction des spécificités du mandat, peut également faire fonctionner le compte.

1.2 Compte joint

Le compte joint est un compte collectif fonctionnant selon un principe dit de solidarité active (permettant à l'un quelconque des cotitulaires d'effectuer seul toutes les opérations sur le compte, au débit comme au crédit) et passive (permettant à l'un seul des cotitulaires d'engager solidairement l'ensemble des cotitulaires). Il en résulte que les cotitulaires sont tenus de payer toutes les sommes dues à la Banque au titre du fonctionnement et de la tenue du compte. Le Client mineur non émancipé ou majeur protégé ne peut pas être cotulaire d'un compte joint. Sauf stipulation contraire, tout courrier, relevé ou acte pourra être valablement délivré à (ou par) un seul des cotitulaires. Chaque cotulaire informe les autres cotitulaires des communications qu'il a reçues de la Banque.

Le compte joint sera transformé en un compte indivis :

- dès que la Banque a connaissance de l'incapacité d'un des cotitulaires. Au préalable, la Banque en informe les cotitulaires ;
- lorsque le compte joint est dénoncé par l'un des cotitulaires par courrier. Dans tous les cas, la Banque en informera l'ensemble des cotitulaires par courrier recommandé avec accusé de réception. Par ailleurs, le compte ne fonctionnera plus que sous les signatures conjointes de l'ensemble des cotitulaires, dans l'attente de l'affectation par ces derniers du solde créditeur ainsi que des éventuels titres figurant au compte titres ayant pu être ouvert par ailleurs. Le cotulaire qui a dénoncé ou demandé la désolidarisation du compte joint restera tenu solidairement avec les autres cotitulaires du solde débiteur du compte à la date de la demande auprès de BNP Paribas, ainsi que des engagements découlant des opérations en cours à cette date.

Dans les 2 cas ci-dessus :

- la Banque demande la restitution des chèquiers et des cartes bancaires, chaque cotulaire restant responsable de l'utilisation des moyens de paiement non restitués ;
- la Banque sollicite les instructions des cotitulaires pour procéder à la clôture du compte, afin de mettre fin, si les cotitulaires le souhaitent, à la procédure de signature conjointe de tous les cotitulaires.

En cas de mise en œuvre du mandat de protection future, le compte joint détenu par le Client sous mandat et un tiers cotulaire est transformé, en compte indivis. Lorsque le mandat de protection future sous forme notariée prévoit la possibilité pour le mandataire d'effectuer des actes de disposition, les instructions conjointes du mandataire et du tiers cotulaire suffisent pour la répartition des avoirs et la clôture du compte joint. Dans les autres cas, une intervention du juge des tutelles est nécessaire.

1.3 Compte indivis

Le compte indivis est un compte collectif fonctionnant sans solidarité active sous la signature conjointe de tous ses cotitulaires, sous celle de leur mandataire commun ou du mandataire de protection future et du cotulaire du compte.

2. Obligations à la charge du Client

Le Client s'engage à fournir sans délai à la Banque toute information, toute modification et tout justificatif, utiles au fonctionnement et à la tenue du compte (de sa propre initiative ou à la demande de la Banque) incluant le changement de coordonnées (email, téléphone ou adresse). Le Client s'engage à surveiller régulièrement ses comptes, tout manquement pouvant être constitutif d'une négligence de sa part.

3. Retraits et versements d'espèces en euros

- Le Client, ou le cas échéant son mandataire peut effectuer des retraits d'espèces (euros) au moyen de sa carte BNP Paribas :
 - dans les automates de pièces de monnaie BNP Paribas ou Cash Services ;
 - dans les distributeurs automatiques de billets BNP Paribas ou Cash Services ;
 - dans tous autres distributeurs automatiques de billets d'un autre établissement.

Le Client, ou le cas échéant son mandataire, peut effectuer des retraits d'espèces auprès de l'une des agences de la Banque, aux heures d'ouverture de celle-ci (sur présentation d'une pièce d'identité et la signature d'un bordereau d'opération ou, le cas échéant, d'un chèque, valant consentement à l'opération) :

- si elle dispose d'un service de caisse : sans chéquier (uniquement en agence tenant le compte) ou par chèque (460 euros maximum par période de 7 jours glissants)
- au moyen d'une carte de dépannage auprès des distributeurs automatiques de billets BNP Paribas (1 500 euros maximum par jour et par client) ou Cash Services (800 euros maximum par jour et par client). Les modalités d'utilisation de cette carte lui seront précisées lors de sa remise en agence. Cette carte n'est pas acceptée par les automates de pièces de monnaie.

Le moment de réception par la Banque de l'ordre de retrait correspond à la date indiquée sur le bordereau d'opération ou le chèque remis en agence ou à la date de la saisie de l'ordre de retrait sur les automates de pièces de monnaie BNP Paribas ou Cash Services, ainsi que sur les distributeurs automatiques de billets. L'ordre de retrait d'espèces est exécuté immédiatement à compter du moment de réception.

- Le Client peut effectuer des versements d'espèces :
 - au guichet de l'agence disposant d'un service de caisse aux heures d'ouverture de celle-ci (sur présentation d'une pièce d'identité et signature d'un bordereau d'opération mentionnant notamment le montant de la remise, valant consentement à l'opération) ;
 - dans les automates de pièces de monnaie BNP Paribas au moyen de sa carte BNP Paribas ou de sa carte de dépôt ;
 - dans les automates de pièces de monnaie Cash Services au moyen de sa carte BNP Paribas ou d'un code communiqué par la Banque ;
 - dans les automates de dépôt de billets BNP Paribas ou Cash Services au moyen de sa carte BNP Paribas.

Le Client, après s'être identifié avec sa carte ou via le code communiqué insère ses pièces de monnaie ou billets dans l'automate. Un ticket valant reçu est remis au Client après chaque opération effectuée avec sa carte BNP Paribas.

Le moment de réception des fonds par la Banque correspond à la date du dépôt dans l'automate ou au guichet de l'agence. Si le moment de réception n'est pas un Jour Ouvrable (*) pour la Banque, l'ordre de versement est réputé reçu le Jour Ouvrable suivant. Le compte est crédité du montant de la somme remise immédiatement ou, le cas échéant, après vérification et comptage du montant effectivement déposé.

- L'ordre de retrait ou de versement d'espèces est irrévocable dès que le Client a donné son consentement à l'une de ces opérations.
- En cas d'opération non autorisée ou mal exécutée, le Client le signale à la Banque sans tarder et au plus tard dans les 13 mois qui suivent la date de débit ou de crédit en compte.

(*) « Jour ouvrable » : désigne un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou celui du bénéficiaire exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement.

CHAPITRE III – LES MOYENS DE PAIEMENT

Le présent chapitre s'applique au fonctionnement des moyens de paiement suivants, mis à disposition du Client par la Banque sous réserve de son éligibilité :

- Les Chèques
- La Carte
- Le virement
- Le prélèvement

1. Les chèques

1.1 Délivrance et renouvellement des chèquiers

La Banque peut refuser, par décision motivée, de délivrer des chèquiers ou demander la restitution des chèquiers antérieurement délivrés. La Banque réexamine alors périodiquement la situation du Client sur la base des éléments justifiant de l'évolution de celle-ci, que le Client lui communique par écrit.

Avant de délivrer un chéquier, la Banque interroge le fichier de la Banque de France centralisant les incidents de paiement de chèques et recueille, si elle l'estime nécessaire, d'autres renseignements.

Les chèquiers sont tenus à la disposition du Client à l'agence de son choix pendant un délai de deux mois (à l'expiration de ce délai, les chèquiers non retirés par le Client seront détruits par la Banque) ou lui sont expédiés sur demande à son domicile, par courrier selon les modalités et tarifs fixés dans le Guide des conditions et tarifs.

Les chèquiers sont renouvelés automatiquement mais peuvent également faire l'objet de commande exceptionnelle. Les formules de chèques, que le Client s'interdit de modifier, sont barrées et stipulées non endossables.

Il appartient au Client de prendre toutes les précautions utiles pour assurer la conservation de ses chèquiers. Le Client peut demander, moyennant facturation, l'émission de chèques de banque.

La durée de validité d'un chèque est d'un an à compter de sa date d'émission, augmentée du délai de présentation qui est de 8 jours pour les chèques émis et payables en France.

1.2 Remise de chèques

Le Client doit endosser le(s) chèque(s) à l'ordre de la Banque et le(s) remettre en agence le cas échéant via un automate de dépôt. Il peut également envoyer ses chèques à la Banque par voie postale après les avoir photographiés dans l'application mobile « Mes Comptes » selon les modalités spécifiées dans celle-ci. Le montant de la remise est porté au crédit du compte du Client dans le(s) délai(s) fixé(s) dans le Guide des conditions et tarifs. La remise donne lieu à une information sur les risques de change éventuels pour un chèque libellé en devise autre que l'euro (risque d'évolution du cours de change entre la date d'inscription au crédit du compte et la date de contre-passation en cas de retour du chèque impayé).

En cas de chèque retourné impayé, la Banque débite le compte du montant du chèque. La Banque peut ne pas effectuer cette contre-passation si elle souhaite conserver ses recours en vertu du chèque.

La Banque pourra procéder après crédit en compte à des écritures de contre-passation sur ce compte, à réception de tout impayé ou en cas de contestation concernant des chèques émis sur des établissements situés à l'étranger, quelle que soit la date ou quel que soit le motif de l'impayé ou de la contestation.

1.3 Délai de contestation d'un chèque

Si le Client conteste une opération liée à un chèque, il en informe la Banque sans tarder et au plus tard avant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article L.110-4 du Code de commerce.

1.4 Opposition en cas de perte ou de vol de chèques ou chéquiers

En cas de perte ou de vol de chèques ou de chéquiers, le Client doit faire opposition, le plus rapidement possible via les Services en Ligne mentionnés dans l'annexe « Les Services en ligne » ou auprès de toute agence de la Banque en indiquant impérativement le motif de l'opposition et, si possible, le ou les numéros des chèques en cause, en le confirmant immédiatement par écrit papier ou sur tout autre support durable (en cas d'opposition orale). Il n'est admis légalement d'opposition qu'en cas de perte, de vol ou d'utilisation frauduleuse du chèque, de procédure de sauvegarde, de redressement ou liquidation judiciaire du porteur. Toute opposition pour d'autres motifs rend son auteur passible de sanctions (pénales/civiles). L'opposition au chèque donne lieu à tarification. La provision du chèque étant transférée au porteur dès l'émission, la Banque peut être tenue d'immobiliser la provision du chèque faisant l'objet d'une opposition en faveur du porteur légitime.

1.5 Chèque sans provision

Le Client est tenu de s'assurer, au moment de l'émission du chèque, de l'existence préalable de la provision et de sa disponibilité, et de veiller à son maintien jusqu'à présentation du chèque au paiement. Le retrait de la provision postérieurement à l'émission du chèque dans l'intention de nuire à autrui est pénalement sanctionné.

La Banque peut refuser le paiement d'un chèque pour défaut de provision suffisante, après avoir informé le Client par tous moyens utiles des conséquences du défaut de provision. Si la Banque décide du rejet de ce chèque, elle en avise la Banque de France et enjoint au Client par écrit de restituer à tous les banquiers en France les formules de chèques en sa possession ou en celle de ses mandataires et lui interdit également d'émettre des chèques autres que de retrait, jusqu'à régularisation ou, à défaut, pendant cinq années. Elle en informe également les mandataires mentionnés par le client.

Lorsque l'incident de paiement est le fait d'un Client titulaire d'un compte collectif, les autres titulaires sont également touchés par l'interdiction bancaire sur le compte collectif et, pour l'ensemble de leurs comptes. Toutefois, s'ils ont, préalablement à l'incident, désigné d'un commun accord l'un d'entre eux pour être seul frappé d'interdiction d'émettre des chèques, les autres titulaires seront interdits d'émettre des chèques uniquement sur le compte collectif.

Pour régulariser l'incident de paiement, le Client doit avoir réglé le montant du chèque impayé ou constitué une provision suffisante et disponible destinée à son règlement par la Banque. Lorsque tous les incidents survenus sur le compte sont régularisés, le Client ne recouvre la faculté d'émettre des chèques que pour autant qu'il ne soit pas sous le coup d'une interdiction judiciaire d'émettre des chèques ou d'une interdiction bancaire à la suite d'un incident constaté sur un autre compte.

La Banque de France peut annuler la déclaration d'incident, à la demande de la Banque, dans les cas suivants :

- lorsque le Client établit qu'un événement qui n'est pas imputable à l'une des personnes habilitées à tirer des chèques sur le compte a entraîné la disparition de la provision ;
- lorsque la déclaration résulte d'une erreur de la Banque.

Les frais qu'occasionne le rejet d'un chèque sans provision payable en France sont à la charge du Client.

2. La carte bancaire

Les conditions de fonctionnement de la carte, les cotisations liées à la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement internationale à débit immédiat) ou la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement international à débit différé) ou la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement à autorisation systématique) ou celle d'une carte de retrait et les commissions qui y sont attachées sont décrites respectivement par le Contrat Carte et par le Guide des conditions et tarifs.

La carte est, selon les modalités de souscription, envoyée directement au Client par voie postale ou mise à sa disposition en agence. Les montants d'autorisation de retraits d'espèces et de paiement pouvant être effectués respectivement par période de 7 jours glissants et de 30 jours glissants sont mentionnés dans les conditions particulières du Contrat Carte et rappelés dans l'information de mise à disposition de sa carte.

Sauf instructions contraires du titulaire de la carte, celle-ci est adressée directement à son domicile lors du renouvellement.

3. Le virement et le prélèvement

Il est précisé que :

- « EEE » désigne l'Espace Économique Européen à savoir les pays de l'Union européenne ainsi que le Liechtenstein, l'Islande et la Norvège.
- « Jour ouvrable » désigne un jour au cours duquel le prestataire de services de paiement du payeur ou celui du bénéficiaire exerce une activité permettant d'exécuter des opérations de paiement.
- « Zone SEPA » désigne l'espace unique de paiement en euros, qui comprend les Etats de l'EEE, le Royaume-Uni, la Suisse, Monaco, Saint-Marin, Jersey, Guernesey, l'île de Man, Le Vatican et Andorre. Pour la France, y sont inclus les départements et région d'outre-mer, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon et la partie française de Saint-Martin.

Les dispositions du présent article ne concernent que la partie de l'opération effectuée dans l'Union Européenne, pour les opérations de paiement vers ou en provenance d'un prestataire de services de paiement situé en dehors de l'EEE quelle que soit la devise, ou situé dans l'EEE dans une devise autre qu'une devise d'un Etat de l'EEE.

3.1 Le virement

Le virement est une opération de paiement qui, sur instruction du payeur, permet de débiter son compte pour créditer le compte d'un bénéficiaire.

- Le virement émis est l'opération par laquelle le Client donne l'ordre à la Banque de transférer des fonds vers un autre compte ouvert à son nom ou celui d'un tiers.
- Le virement reçu est l'opération par laquelle la Banque crédite le compte du Client des fonds provenant d'un autre compte ouvert à son nom ou de celui d'un tiers.

Il s'agit :

- d'un virement SEPA lorsqu'il est exécuté en euros dans la Zone SEPA, ci-après le « Virement SEPA ». Il peut être instantané ou standard.
- d'un virement non SEPA ou virement international, ci-après le « Virement non SEPA », lorsqu'il est exécuté hors de la Zone SEPA ou dans la Zone SEPA dans une devise autre que l'euro.

En l'absence de précision ou d'indication contraire, le terme « Virement » vise à la fois les Virements SEPA et non SEPA.

Tout Virement effectué au sein de l'EEE est facturé selon le principe des frais partagés. Le prestataire de services de paiement du payeur et celui du bénéficiaire facturent chacun leur client.

3.1.1 Virement émis

a) Définitions et caractéristiques

Le Virement SEPA émis peut être :

- occasionnel pour une opération ponctuelle à exécution immédiate ou différée,
- permanent pour une série de Virements SEPA récurrents à intervalles réguliers. Leurs montant et périodicité sont alors prédéfinis et fixes.

Lorsqu'il est instantané, le Virement SEPA est exécuté immédiatement, 24 heures sur 24 et quel que soit le jour civil (« Virement SEPA Instantané »), sous réserve que les deux prestataires de services de paiement proposent ce service à leurs clients.

Les Virements SEPA Instantanés proposés par la Banque sont occasionnels et à exécution immédiate.

Les Virements non-SEPA sont occasionnels.

b) Passation de l'ordre

L'ordre de Virement peut être donné :

- en agence,
- en ligne depuis le Site ou l'application mobile « Mes Comptes »,
- par téléphone,
- ou via un automate mis à disposition par la Banque pour certains Virements SEPA.

Pour le mineur non émancipé, les ordres de Virement ne peuvent pas être donnés en ligne ou par téléphone.

Les Virements SEPA Instantanés sont proposés en ligne au Client, à l'exception du mineur non émancipé. D'autres canaux d'initiation seront disponibles ultérieurement.

L'indication d'un identifiant unique de compte est nécessaire pour permettre l'exécution des opérations de Virements. Pour les comptes situés dans la zone SEPA, il s'agit de l'International Bank Account Number (IBAN).

Pour passer un ordre, le Client doit ainsi fournir les informations suivantes :

- pour les Virements SEPA au sein de l'EEE : l'IBAN du compte et le nom du bénéficiaire, le compte du Client à débiter, le montant à transférer et la date d'exécution en cas de virement différé.
- pour les Virements SEPA en dehors de l'EEE : outre les informations précédentes, le Business Identifier Code (BIC) du prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

Le Client indique en outre :

- pour les Virements SEPA à exécution différée, la date souhaitée pour l'exécution du Virement. Cette date peut différer jusqu'à deux (2) mois.
- pour les Virements SEPA permanents, la périodicité et la durée.

Pour les Virements non SEPA, le Client doit fournir les informations précitées pour les Virements SEPA dont notamment l'identifiant de compte, ainsi que des informations supplémentaires variables en fonction du pays du bénéficiaire (ex. : adresse du bénéficiaire).

Il est précisé que pour l'ordre de Virement non SEPA en ligne, le Client est informé du taux de change applicable à l'opération au moment de sa saisie. En agence, le Client est informé d'un taux moyen correspondant à une estimation du taux applicable. Le taux appliqué lors du traitement de l'opération est plus favorable au Client. Dans tous les cas, le taux appliqué figure dans son relevé de compte.

Les ordres de Virement sont exécutés conformément à l'identifiant unique du compte du bénéficiaire communiqué par le Client, nonobstant toute autre indication supplémentaire telle que le nom de celui-ci, sous réserve des dispositions européennes applicables en matière de vérification du bénéficiaire pour les Virements SEPA.

c) Vérification du bénéficiaire pour les Virements SEPA

Dès que la Banque propose le service de vérification de bénéficiaire prévu par le règlement européen 2024/886 du 13 mars 2024, elle vérifie la concordance entre l'IBAN et le nom du bénéficiaire (ou un autre élément de données) renseignés par le Client, sur la base des informations fournies par le prestataire de services de paiement du bénéficiaire.

L'exécution de ce service n'empêche pas le Client d'autoriser le Virement SEPA concerné.

Dans le cadre de ce service, la responsabilité de la Banque ne peut pas être retenue :

- en cas d'exécution d'un Virement SEPA en faveur d'un mauvais bénéficiaire sur la base d'un IBAN inexact communiqué par le Client, pour autant que la Banque ait satisfait à ses obligations.
- lorsque le Client autorise le Virement SEPA concerné nonobstant la notification l'informant du résultat de l'exécution du service de vérification en cas de non-concordance ou de concordance partielle entre le nom du bénéficiaire et l'IBAN communiqué par le Client. Dans ce cas, le Client n'aura pas droit au remboursement du montant du Virement SEPA.

Lorsque la Banque ou un autre prestataire de services de paiement impliqué dans l'opération ne respecte pas ses obligations en matière de vérification du bénéficiaire et que cette méconnaissance entraîne une opération de paiement mal exécutée, la Banque restitue sans tarder au Client le montant du Virement SEPA et, le cas échéant, rétablit le compte dans la situation qui aurait prévalu si l'opération n'avait pas eu lieu.

d) Consentement du Client à l'exécution d'un Virement

Le Client doit donner à la Banque son consentement à l'exécution du Virement dans les conditions convenues avec elle, étant entendu que celui-ci résulte :

- de la signature du Client pour l'ordre donné par écrit en agence.
- de la validation du Client (par la saisie de ses Codes de reconnaissance ou l'utilisation d'un ou plusieurs Dispositifs de sécurité personnalisés tels que définis dans l'annexe « Les Services en ligne ») pour l'ordre donné en ligne sur le Site ou l'application mobile « Mes Comptes » ou celui donné par téléphone.
- de l'utilisation par le Client de sa carte bancaire et de son code confidentiel pour l'ordre donné via un automate bancaire.

e) Moment de réception du Virement

Le moment de réception correspond au jour où l'ordre est reçu par la Banque (ordre à exécution immédiate) ou le jour convenu (ordre à exécution différée ou dans le cadre d'un Virement permanent). S'il ne correspond pas à un Jour ouvrable, le moment de réception est réputé être le premier (1^{er}) Jour ouvrable suivant.

L'ordre reçu après 16 heures un Jour ouvrable est réputé reçu par la Banque le Jour ouvrable suivant, sauf cas particuliers pour lesquels le Client sera informé de l'heure limite.

Par exception, l'ordre de Virement SEPA Instantané est reçu par la Banque, indépendamment de l'heure ou du jour civil. Tant que les règles interbancaires le prévoient, le moment de réception de l'ordre est celui de son horodatage par la Banque. L'horodatage est une donnée de nature électronique contenue dans un message de Virement SEPA Instantané qui donne la date et l'heure exacte de prise en compte par la Banque de l'instruction et qui constitue un élément de preuve.

f) Exécution du Virement

La Banque s'engage à exécuter l'ordre remis par le Client conformément aux informations que celui-ci lui communique.

Pour des raisons de sécurité, le montant des Virements ordonnés en ligne peut être plafonné par la Banque. La limite applicable varie en fonction du type de Virement et de ses caractéristiques.

Dès que la Banque le propose, le Client peut, à sa demande, définir une limite de montant maximal, par jour ou par transaction, pour l'émission d'un Virement SEPA Instantané. Le Client peut modifier ce montant maximal à tout moment avant la passation d'un ordre.

g) Délai maximal d'exécution du Virement

La Banque exécute l'ordre de virement SEPA au plus tard à la fin du premier Jour ouvrable suivant le moment de réception de cet ordre. Ce délai sera prolongé d'un Jour ouvrable supplémentaire pour l'ordre de virement ordonné sur support papier.

Virement SEPA Instantané

L'ordre de Virement SEPA Instantané est exécuté dans un délai de dix (10) secondes. Tant que les règles interbancaires le prévoient, le délai d'exécution peut aller jusqu'à vingt (20) secondes en cas de difficultés exceptionnelles. Après vérification des conditions nécessaires au traitement de l'opération, la Banque procède à une réservation des fonds correspondant à l'ordre de Virement SEPA Instantané. Les fonds réservés ne constituent plus une provision disponible. A défaut de recevoir une information du prestataire de services de paiement du bénéficiaire confirmant la mise à disposition des fonds sur le compte de son client, la Banque libère les fonds mis en réserve et rétablit le compte dans l'état dans lequel il se serait trouvé si l'opération n'avait pas eu lieu.

La Banque indique au Client, via son Espace personnel sécurisé ou tout autre moyen approprié, si le montant du Virement SEPA Instantané est mis à disposition sur le compte du bénéficiaire.

Virement non SEPA

L'ordre de Virement non SEPA vers un prestataire de services de paiement situé hors EEE, quelle que soit la devise, est exécuté dans un délai maximal de quatre (4) Jours ouvrables à compter du moment de réception de l'ordre.

L'ordre de Virement non SEPA vers un prestataire de services de paiement situé au sein de l'EEE, libellé dans une devise hors EEE est exécuté dans les meilleurs délais.

Lorsqu'il est donné le week-end et/ou un jour férié, l'ordre de Virement non SEPA ne sera pas exécuté si entre le moment de passation de l'ordre et le moment de son exécution (premier (1^{er}) jour ouvré suivant le weekend et/ou le jour férié), le taux de change de la devise concernée a varié de façon inhabituelle (à la hausse ou à la baisse de plus de 10 %).

h) Irrévocabilité de l'ordre – Retrait par le Client de son consentement

L'ordre de Virement est irrévocable dès sa réception par la Banque.

Toutefois, pour les ordres à exécution différée ou dans le cadre de Virement permanent, le Client peut retirer son consentement au plus tard à la fin du Jour ouvrable précédant la date d'exécution prévue.

Le Client peut également retirer à tout moment son consentement à une série de Virements ordonnée dans le cadre de Virements permanents. Le retrait s'applique à toutes les échéances à venir, à l'exception de celle qui serait irrévocable compte tenu de la date du retrait.

Le consentement peut être retiré par écrit adressé à la Banque ou en ligne pour les Virements ordonnés depuis le Site ou l'application mobile « Mes Comptes ».

i) Refus par la Banque d'exécuter l'ordre de Virement

La Banque peut être amenée à refuser d'exécuter un ordre de Virement notamment dans les situations suivantes :

- si les informations nécessaires à son traitement sont insuffisantes ou inexactes ;
- en cas de dépassement des limites fixées ;
- en cas d'insuffisance de provision.

Dans ce cas, elle informe par tout moyen le Client, et au plus tard dans le délai d'exécution, de son impossibilité d'effectuer le Virement et communique dans la mesure du possible le motif du refus.

Pour les ordres via le Site ou l'application mobile « Mes Comptes », cette information est mise à disposition dans l'historique des virements de l'Espace personnel sécurisé du Client.

j) Délai de contestation d'un Virement

Le Client signale à la Banque, sans tarder et au plus tard dans les treize (13) mois qui suivent la date de débit, un virement qu'il n'aurait pas autorisé ou qui aurait été mal exécuté.

3.1.2 Le virement reçu

a) Délai d'exécution du Virement reçu

La Banque crédite le compte du Client immédiatement après avoir reçu les fonds, y compris en cas de conversion pour un Virement non SEPA libellé dans une devise de l'Union européenne, sauf interdiction en vertu de la réglementation applicable ou en cas de circonstance nécessitant une intervention spécifique de la Banque (ex. : en cas de réception d'un Virement non SEPA dans une devise hors Union européenne).

b) Réception de Virement SEPA sans saisie d'IBAN (solution Paylib entre amis ou Wero)

Pour permettre au Client, ayant activé sa Clé digitale selon les conditions de l'Annexe « Les Services en ligne », de recevoir des Virements SEPA en provenance d'un payeur dont le prestataire de services de paiement est situé en France, sans avoir à communiquer son IBAN au payeur, la Banque inscrit les données d'identification et de contact ainsi que l'IBAN du Client dans un ou plusieurs annuaires interbancaires tenus par un ou plusieurs sous-traitants de la Banque. Les annuaires ont pour objet de faire correspondre les données inscrites avec l'IBAN du Client.

Le Client a la possibilité de s'opposer à tout moment à ce traitement en contactant son conseiller ou le service client. Les données seront alors supprimées de l'annuaire.

3.2 Le Prélèvement SEPA

Le Prélèvement SEPA est une opération de paiement en euros initiée par le bénéficiaire, qui donne un ordre de paiement à la Banque du Client, fondé sur le consentement donné par le Client au bénéficiaire.

Sont soumises au régime du prélèvement SEPA les opérations de paiement suivantes :

- **Paiement de titre interbancaire de paiement (TIP) SEPA** : la signature, par le Client, du TIP SEPA adressé par son créancier, suivi du renvoi de ce document à l'adresse indiquée par le créancier, vaut mandat du prélèvement et accord de paiement du Client pour le montant indiqué par le TIP SEPA.
- **Prélèvement autorisé unitairement/Télérèglement SEPA** : le Client adhère préalablement à ce mode de paiement. Après s'être connecté sur le site du créancier, le Client donne son accord à distance au créancier pour chaque opération de Télérèglement.

a) Consentement du Client à l'exécution d'un prélèvement SEPA

Ce prélèvement en euros repose sur un double mandat donné sur un formulaire unique par le Client à son créancier, qu'il complète notamment avec ses coordonnées bancaires, date et signe, et par lequel il autorise :

- le créancier à émettre un (des) prélèvement(s) payable(s) sur son compte ;
- la Banque à débiter son compte du montant du (des) prélèvement(s).

Le mandat est identifié par une « Référence Unique du Mandat – RUM » fournie par le créancier.

En cas de changement de ses coordonnées bancaires, le Client s'engage à les fournir au créancier; le mandat existant restant valide.

En cas de paiements récurrents, ce mandat unique vaut consentement à l'exécution des prélèvements présentés ultérieurement par le créancier. Le Client peut également donner à la Banque instruction de :

- **limiter le paiement des prélèvements à un certain montant, ou une certaine périodicité ou les deux ;**
- **bloquer tout prélèvement sur son compte ;**
- **bloquer (ou autoriser seulement) tout prélèvement initié par un ou plusieurs bénéficiaires désignés.**

Préalablement à l'exécution du prélèvement, le créancier est tenu d'informer le Client, par le biais d'une notification au moins 14 jours calendaires avant la date d'échéance du prélèvement, afin que le Client en vérifie la conformité au regard de l'accord qu'il a conclu avec son créancier.

b) Retrait par le Client de son consentement à l'exécution du prélèvement

En cas de désaccord concernant un prélèvement, le Client est invité à intervenir immédiatement auprès du créancier afin que celui-ci sursoie à l'exécution du prélèvement.

Le Client a la possibilité de révoquer son ordre de paiement en notifiant par écrit à la Banque son opposition au prélèvement concerné, au plus tard à la fin du jour ouvrable précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

Si le Client souhaite mettre fin à l'émission de prélèvements par le créancier, il doit lui notifier la révocation de son mandat de prélèvement. Il est recommandé au Client d'en informer également la Banque.

c) Refus par la Banque d'exécuter l'ordre de prélèvement

La Banque notifie par tout moyen au Client son impossibilité d'effectuer un prélèvement, et lui communique, dans la mesure du possible, le motif du refus d'exécution.

d) Caducité du mandat

Un mandat pour lequel aucun ordre de prélèvement n'a été présenté pendant une période de 36 mois, devient caduc et ne doit donc plus être utilisé.

e) Délai de contestation d'un prélèvement

Après l'exécution du prélèvement, le Client peut :

- **dans un délai de 8 semaines à compter de la date du débit en compte, contester le prélèvement et en demander le remboursement, quel que soit le motif de sa contestation ;**
- **après 8 semaines et dans un délai de 13 mois suivant la date de débit, le Client ne peut contester que des prélèvements non autorisés.**

3.3 Règles communes au virement et au prélèvement

3.3.1 Contestations des opérations de paiement et remboursements

En cas de paiement non autorisé

Conformément aux dispositions légales, lorsque l'opération de paiement n'a pas été autorisée :

- **le Client est remboursé du montant de celle-ci immédiatement et, au plus tard, le premier Jour ouvrable suivant la réception du signalement de cette opération. Le cas échéant, la Banque rétablit le compte débité dans l'état où il se serait trouvé si l'opération de paiement non autorisée n'avait pas eu lieu.**
- **toutefois, la Banque sera en droit de ne pas procéder au remboursement dans le délai susvisé si elle a de bonnes raisons de soupçonner une fraude de la part du Client. Dans ce cas, la Banque en informe la Banque de France.**

La Banque pourra contre-passer le montant du remboursement effectué à tort par débit du compte du Client, et en informant ce dernier dans l'hypothèse où elle serait en mesure, soit d'établir que l'opération en cause a bien été autorisée, soit en démontrant la négligence grave commise par le Client.

En cas de paiement mal exécuté ou non exécuté

Lorsque l'opération de paiement a été mal exécutée ou non exécutée :

- **le Client est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de celle-ci.**
- **le compte débité est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu, et à bonne date de valeur.**

Par ailleurs, conformément à la réglementation, en cas d'opération mal exécutée ou non exécutée, la banque du bénéficiaire de cette opération a l'obligation de communiquer à la banque du payeur, qui s'efforce de récupérer les fonds, toutes les informations utiles à cet effet concernant l'opération de paiement.

Si la banque du payeur ne parvient pas à récupérer les fonds engagés dans l'opération de paiement, celle-ci met à disposition du payeur, à sa demande, les informations qu'il détient pouvant documenter le recours en justice du payeur en vue de récupérer les fonds.

3.3.2 Informations après exécution d'une opération de paiement

Les informations relatives aux opérations de paiement sont communiquées dans les relevés de compte du Client, y compris lorsque l'autre prestataire de services de paiement impliqué dans un Virement non SEPA est situé dans un État hors EEE.

4. Les dates de valeur

Les dates de valeur, précisées dans le Guide des conditions et tarifs, déterminent les dates de référence qui servent au calcul des intérêts débiteurs sur le compte.

5. Consultation du Compte et relevés de Compte

Sauf lorsque la loi en dispose autrement ou sur son autorisation, seul le Client ou le mandataire habilité peut consulter le solde de son compte et les informations sur les opérations comptabilisées.

Des relevés de compte gratuits sont fournis mensuellement au Client, sous format électronique dans les conditions prévues dans l'annexe « Les Services en ligne ». Le Client pourra, par tous moyens, demander sans frais à ce que ses relevés de compte lui soient communiqués au format papier. Par ailleurs, aucun relevé de compte ne sera édité si le compte n'a pas enregistré d'opérations au cours du mois de référence. Sur demande et moyennant tarification, ces relevés peuvent être décennaires ou journaliers.

Le Client recevra, au cours du mois de janvier de chaque année, un récapitulatif des sommes perçues par la Banque au titre de l'année civile précédente, dans le cadre de la gestion de son compte ; et ce, sur support papier ou sous forme électronique lorsqu'il bénéficie des Relevés et Documents en ligne.

6. Modalités spécifiques en matière de chèque et de carte bancaire concernant le mineur non émancipé, le majeur protégé et le Client sous mandat de protection future

Si le Client est âgé de moins de 12 ans, aucun moyen de paiement ne peut lui être délivré.

Si le Client est âgé d'au moins 12 ans, la Banque peut procéder à la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement à autorisation systématique) ou d'une carte de retrait, à condition que son Représentant légal en fasse la demande écrite.

Si le Client est âgé d'au moins 16 ans, la Banque peut procéder à la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement internationale à débit immédiat) ou à la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement international à débit différé), à condition que son Représentant légal en fasse la demande écrite.

La Banque ne commercialise plus de chèquiers pour les comptes de Clients mineurs non émancipés.

Tant que le Client est mineur, ses représentants légaux sont solidairement tenus des éventuelles conséquences dommageables pouvant découler de l'utilisation des moyens de paiement par le mineur, et notamment du solde débiteur du compte pouvant en résulter. Ils s'engagent personnellement à rembourser à la Banque toutes sommes qui pourraient être dues par le mineur.

La délivrance d'un chéquier et la fourniture d'une carte bancaire à un Client majeur sous sauvegarde de justice ou sous curatelle dépend du régime de protection mis en place à son égard. Aucun chéquier ni aucune carte bancaire n'est délivré à un majeur sous tutelle ou lorsqu'une mesure d'habilitation familiale a été délivrée à son égard.

Le Client sous mandat de protection future peut, sauf disposition contraire prévue dans le mandat, obtenir la délivrance d'un chéquier et d'une carte bancaire. Son mandataire ne peut obtenir de chéquier. Sur demande expresse du mandataire sous protection future, la Banque peut procéder à la fourniture d'une carte de débit (carte de paiement à autorisation systématique) à l'égard de ce dernier.

CHAPITRE IV – LA PROCURATION

Le Client peut donner procuration (le « mandat ») à un tiers (le « mandataire ») afin de faire fonctionner ses comptes. Le mandataire ne devra pas être interdit bancaire ou interdit judiciaire. Les opérations initiées par le mandataire sur les comptes engagent le Client comme s'il les avait effectuées lui-même. Le mandat écrit détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés ainsi que les modalités d'intervention en cas de pluralité de mandataires. Il est daté et signé par le Client. Lorsque le mandat est passé hors de France, la Banque pourra solliciter aux frais du Client et préalablement à la prise en compte effective du mandat, la réalisation de toute formalité complémentaire (authentification, légalisation, apostille ou autre).

La Banque pourra toutefois suspendre les effets de la procuration si elle n'est pas en mesure de satisfaire à ses obligations de vigilance et informera le Client de cette suspension.

Le Client peut mettre fin à tout moment au mandat par tous moyens et doit confirmer à chacune des agences de la Banque concernées, par écrit, la révocation du mandataire, la Banque en informant alors le mandataire. Le Client s'engage également à informer le mandataire de la révocation du mandat et à faire toute diligence pour obtenir la restitution des moyens de paiement détenus par le mandataire.

Outre l'échéance stipulée dans le mandat à durée déterminée, il peut également cesser pour d'autres causes, à savoir notamment la tutelle ou la délivrance d'une mesure d'habilitation familiale générale à l'égard du majeur, le décès du Client ou du mandataire ; ou la clôture du (des) compte(s) visé(s) dans le mandat. En aucun cas, la Banque ne sera tenue pour responsable des opérations passées par le mandataire, tant que la cause de cessation du mandat n'aura pas été portée à sa connaissance.

Le mineur non émancipé ne peut pas désigner de mandataire pour faire fonctionner son compte. Le majeur sous sauvegarde de justice ou sous curatelle peut désigner un mandataire pour accomplir les actes que lui-même est capable d'accomplir seul. Lorsqu'il est placé sous tutelle ou lorsqu'une mesure d'habilitation familiale a été délivrée à son égard, il ne peut pas désigner de mandataire pour faire fonctionner son compte. Le Client sous mandat de protection future peut désigner un mandataire pour accomplir les actes qui n'entrent pas dans les pouvoirs du mandataire de protection future.

CHAPITRE V – LA FACILITÉ DE CAISSE AUTOMATIQUE

1. Modalités de fonctionnement

La Banque dans le cadre de l'octroi d'une facilité de caisse consulte le fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers. Sauf convention contraire, la Banque accorde au Client chaque mois et, pour une durée qui ne saurait dépasser 15 jours par mois, une facilité de caisse automatique dont le montant en euros est spécifié dans le Guide des conditions et tarifs.

Les mineurs non émancipés, les majeurs protégés, les Clients sous mandat de protection future, les Clients interdits bancaires ou judiciaires ou inscrits au Fichier national de remboursement des crédits aux particuliers ne bénéficient pas de la facilité de caisse automatique.

La facilité de caisse permet au Client d'effectuer des paiements ou des retraits au débit de son compte dans la limite de ce montant. Lorsqu'il pense que ses besoins risquent d'excéder la durée ou le montant de cette facilité, il est convié à faire, sans tarder, le point avec son conseiller.

Le Client peut résilier la facilité de caisse automatique (la facilité de caisse) par tout moyen écrit, à tout moment sans préavis ni indemnité.

Le Client peut également résilier la facilité de caisse par voie électronique selon les modalités prévues à l'article « Dispositions relatives à la résiliation par voie électronique » du c) du § 2.1 du Chapitre III du Titre III. La Banque peut résilier la facilité de caisse à tout moment, par écrit :

- **moyennant un préavis de 30 jours à compter de la date de fourniture par la Banque au Client d'une communication dénonçant la facilité de caisse ;**
- **immédiatement en cas de décès, de comportement gravement répréhensible ou d'interdiction bancaire ou judiciaire, ou encore de liquidation judiciaire.**

La facilité de caisse sera suspendue en cas de signature d'un découvert ou d'une facilité de caisse personnalisée souscrite(e) par acte séparé.

En cas de résiliation de la facilité de caisse, les sommes restant dues porteront intérêts jusqu'à leur remboursement intégral, au taux nominal annuel des intérêts débiteurs indiqué dans le Guide des conditions et tarifs.

2. Information et tarification

La Banque percevra un minimum forfaitaire d'agios sur les comptes dont le solde moyen forfaitaire journalier débiteur, entre deux arrêts de compte, est inférieur à un montant fixé par arrêté ministériel, ce montant minimum étant précisé dans le Guide des conditions et tarifs.

L'utilisation de la facilité de caisse donne lieu à la perception par la Banque d'intérêts au taux nominal annuel des intérêts débiteurs spécifié dans le Guide des conditions et tarifs, trimestriellement et calculés sur 365 ou 366 jours. Les intérêts dus et non payés sont portés au débit du compte.

Toute utilisation supérieure au montant de la facilité de caisse qui n'a pas fait l'objet d'un accord écrit entre la Banque et le Client, donne lieu de plein droit à une majoration du taux susvisé, sans que cette majoration ou sa perception puisse être considérée comme valant accord de la Banque sur le maintien ou l'extension de l'utilisation excédentaire de la facilité de caisse. Le taux majoré en cas de dépassement figure dans le Guide des conditions et tarifs. Le Client en sera informé par tous moyens.

Le taux annuel effectif global (TAEG), qui est indiqué sur le relevé de compte, correspond au coût réel total de l'utilisation de la facilité de caisse et comprend, outre les intérêts du crédit, les éventuels frais, s'il y a. Des exemples de TAEG calculés sur la base des taux applicables à la facilité de caisse figurent dans le Guide des conditions et tarifs.

CHAPITRE VI – L'INDISPONIBILITÉ DES ACTIFS PAR SUITE DE SAISIE

Tous les fonds figurant au crédit du compte sont susceptibles d'être bloqués à la requête des créanciers non payés, par voie de saisie conservatoire de créances, de saisie attribution, ou de saisie administrative à tiers détenteur. Ces mesures peuvent porter sur l'ensemble des actifs en espèces, disponibles ou non, détenus au nom du Client sur les livres de la Banque au jour de la saisie. Toute saisie donne lieu à des frais, dont le montant est précisé dans le Guide des conditions et tarifs en vigueur au jour de la saisie.

La Banque laisse automatiquement à disposition du Client faisant l'objet d'une saisie conservatoire de créances, d'une saisie attribution ou d'une saisie administrative à tiers détenteur, une somme à caractère alimentaire d'un montant égal à celui du revenu de solidarité active pour un allocataire seul, dans la limite du solde créditeur du compte au jour de la saisie (en priorité sur le compte ou les autres comptes ordinaires à vue).

D'autres procédures d'exécution ou de blocage soumises à des régimes légaux spécifiques peuvent entraîner une indisponibilité des fonds figurant au crédit du compte.

CHAPITRE VII – LE TRANSFERT DU COMPTE

Le Client ou, le cas échéant, son mandataire, peut demander que son compte soit transféré dans une autre agence de la Banque en France, sous réserve de l'accord de celle-ci.

La Banque pourra également procéder au transfert du compte du Client vers une autre agence de la Banque en France, sous réserve de l'avoir préalablement informé par écrit deux mois avant la date du transfert.

Le solde du compte, les services et produits attachés à celui-ci (et notamment le compte de titres financiers s'il y en a) ainsi que la (les) Procuration(s) seront transférés dans la nouvelle agence.

Le transfert du compte, à l'initiative du Client ou de la Banque, s'opère sans novation des obligations du Client à l'égard de la Banque (et réciproquement).

Le Client peut demander la clôture de son compte et le transfert de ses avoirs dans un autre établissement de crédit.

Lorsque le Client est mineur non émancipé, la demande de transfert dans une autre agence de la Banque en France ou de clôture de compte avec transfert des avoirs dans un autre établissement de crédit doit être formulée par le Représentant légal. Le compte d'un majeur sous sauvegarde de justice, d'un majeur en curatelle ou sous tutelle, d'un majeur à l'égard de qui une habilitation familiale a été délivrée, ou d'un Client sous mandat de protection future peut être transféré, selon les conditions posées par régime juridique qui lui est applicable.

CHAPITRE VIII – LE SORT DU COMPTE EN CAS DE DÉCÈS

1. Compte individuel

Dès qu'elle a connaissance du décès de son titulaire, la Banque procède au blocage du compte, puis à sa clôture sous réserve des opérations en cours initiées avant le décès (à la condition que la provision soit suffisante et disponible : chèques émis par le Client avant son décès, paiements et retraits par carte bancaire dont la date est antérieure au décès ; chèques émis, y compris par le mandataire). Le compte peut également être débité de certaines opérations postérieurement au décès à la demande du notaire ou des héritiers sous certaines conditions (paiement des frais funéraires, frais de dernière maladie, impôts dus par le Client, droits de succession, reversement des pensions et retraites s'il s'avère qu'elles ne sont pas dues à la succession, compte tenu de la date du décès, sur demande des organismes de retraite). La Banque prélèvera des frais de gestion de dossier succession, conformément au Guide des conditions et tarifs. Les ordres de paiement, avis de prélèvement, TIPSEPA, Télèglement SEPA, non exécutés au jour du décès deviennent caducs : ils seront rejetés à l'émetteur sauf en cas de demande expresse du notaire ou sur instructions conjointes et concordantes des héritiers majeurs capables et des représentants légaux des héritiers.

Le compte peut être crédité d'opérations dont l'origine est antérieure au décès, telles que notamment, coupons, dividendes, produits de vente ou remboursement ou amortissement de titres financiers, versement d'une retraite prorata temporis.

Une fois l'ensemble de ces opérations enregistrées au compte, deux situations peuvent se présenter. Si le compte est créancier et en l'absence de titres financiers, le solde sera soit remis au notaire (moyennant une lettre de décharge), soit aux héritiers et ayants droit sur leurs instructions conjointes et concordantes et sur justification de la dévolution successorale. Si le compte est débiteur, la Banque en informera les héritiers et le notaire s'il y en a un. Les héritiers, sauf refus de la succession, ont l'obligation de rembourser la dette, le compte produisant des intérêts au taux prévu dans le Guide des conditions et tarifs ou dans toute convention conclue par ailleurs. Ces intérêts seront eux-mêmes productifs d'intérêts s'ils sont dus pour une année entière. La Banque sera en droit d'exercer tous les recours judiciaires contre les ayants droit afin de recouvrer sa créance.

2. Compte joint

En cas de décès d'un co-titulaire d'un compte joint, la Banque dès qu'elle en a connaissance ne bloque pas le compte sauf opposition de l'(des) héritier(s) ou du notaire, mais annonce au (à chacun des) co-titulaire(s) survivant(s), la clôture du compte et demande la restitution des moyens de paiement en sa (leur) possession. Les procurations cessent et les mandataires cesseront d'initier des opérations sur le compte dès qu'il(s) a (ont) connaissance du décès. Les co-titulaires survivants restent solidairement tenus au remboursement du solde débiteur du compte. Après dénouement des opérations en cours, la Banque remettra, le cas échéant, le solde créancier au(x) co-titulaire(s) survivant(s), désigné(s) sur instruction conjointe et concordante du (de tous les) co-titulaire(s) survivant(s).

En cas d'opposition de l'(des) héritier(s) du co-titulaire décédé ou du notaire chargé de la succession, la Banque bloquera la totalité du compte joint et ne remettra les avoirs qu'après avoir reçu des instructions conjointes et concordantes de l'(des) héritier(s) et du (des) co-titulaire(s) survivant(s) et sur justification de la dévolution successorale. Dans tous les cas, si le compte est débiteur, la Banque en informera l'(les) héritier(s) et, le cas échéant, le notaire. L'(les) héritier(s), sauf refus de la succession, a (ont) l'obligation de rembourser la dette, le compte produisant des intérêts au taux prévu dans le Guide des conditions et tarifs ou dans toute convention conclue par ailleurs. Ces intérêts seront eux-mêmes productifs d'intérêts s'ils sont dus pour une année entière. La Banque sera en droit d'exercer tous les recours judiciaires contre les ayants droit afin de recouvrer sa créance.

3. Compte indivis

Le décès d'un indivisaire n'entraîne pas de plein droit la clôture du compte. Toutefois, celle-ci peut intervenir en fonction des rapports juridiques pouvant naître entre les anciens indivisaires et les héritiers du défunt. Les procurations données par les indivisaires prennent fin au décès d'un des co-indivisaires.

CHAPITRE IX – LES CONDITIONS TARIFAIRES

Les commissions, frais, tarifs ou principes de tarification standard applicables à la Convention sont précisés dans le Guide des conditions et tarifs pour les particuliers. Ce guide est également disponible en agence, en centre Banque Privée et sur le Site. La Banque peut percevoir, notamment, des frais de tenue de compte et des frais en cas d'irrégularité de fonctionnement de celui-ci.

Tenue de compte : La tenue du compte de dépôt donne lieu à la perception mensuelle de frais par la Banque, sauf exonérations prévues dans le Guide des conditions et tarifs ou dans les conditions particulières de la Convention. Ces frais sont débités dudit compte à terme échu. Le mois de l'ouverture du compte, ainsi que le mois de clôture du compte ne donnent pas lieu à facturation.

Information sur certains frais liés aux irrégularités et incidents :

Frais de lettre d'information pour compte débiteur non autorisé (y compris avec délai de préavis) : La Banque notifie au Client, au moyen d'une lettre d'information que son compte présente un solde débiteur :

- sans autorisation préalable, c'est-à-dire en l'absence de facilité de caisse ou de découvert autorisé,
- ou qui dépasse le montant de l'autorisation préalable (exemple: en cas de facilité de caisse de 100 euros, lorsque le solde du compte est débiteur au-delà du montant autorisé de 100 euros),
- ou qui dépasse la durée de l'autorisation préalable (exemple: en cas de facilité de caisse de 100 euros, lorsque le solde du compte reste débiteur au-delà de 15 jours consécutifs autorisés, et ce quel que soit le montant du débit).

Dans ces cas, plusieurs lettres pourront être envoyées successivement par la Banque jusqu'à complète régularisation laquelle pourra intervenir à tout moment pour éviter l'envoi d'une nouvelle lettre. Certaines de ces lettres font l'objet d'une facturation selon les modalités et tarifs fixés dans le Guide des

conditions et tarifs – rubrique « Irrégularités et incidents – Opérations particulières ».

Commission d'intervention : c'est la somme perçue par l'établissement (la Banque) pour l'intervention en raison d'une opération entraînant une irrégularité de fonctionnement du compte nécessitant un traitement particulier (présentation d'un ordre de paiement irrégulier, coordonnées bancaires inexactes, absence ou insuffisance de provision...) dont le montant et le nombre sont plafonnés conformément à la loi.

Information préalable : le Client est informé gratuitement chaque mois par le biais de son relevé de compte ou par document séparé, du montant et de la dénomination des frais bancaires liés à d'éventuels irrégularités et incidents que la Banque entend débiter sur son compte de dépôt. Ce débit a lieu au minimum quatorze jours après la date d'arrêté du relevé de compte.

Toute modification du tarif des produits et services faisant l'objet de la Convention, suit le régime prévu au chapitre IV (Modification de la Convention) du Titre III des présentes.

Outre les frais et tarifs expressément mentionnés dans la Convention, le Client sera tenu de supporter les frais ne dépendant pas de la Banque, liés aux formalités particulières occasionnées par l'ouverture, le fonctionnement ou la clôture du compte et éventuellement applicables lorsque le Client est domicilié hors de France et/ou relève d'un régime de capacité régi par une législation étrangère.

TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Les dispositions prévues dans la Convention s'appliquent aux agences ou aux succursales de la Banque situées en France métropolitaine. Néanmoins, elles sont étendues de convention expresse, aux agences de la Banque situées sur le territoire de la Principauté de Monaco, dont le droit, les règles et usages (bancaires ou financiers) spécifiques pouvant exister sur ce territoire prévaudront (cf. annexe dédiée pour les clients de ces agences). À cet effet, toute référence dans la Convention au terme « France » devra, en tant que de besoin, être lue comme une référence à la Principauté de Monaco.

CHAPITRE II – OBLIGATIONS DÉCLARATIVES DE LA BANQUE

Conformément à la réglementation, la Banque est tenue de déclarer à l'administration fiscale l'ouverture, la clôture du compte ainsi que les modifications y afférentes. Dans ce cadre, certaines informations relatives au(x) Client(s), son (ses) éventuel(s) mandataire(s) ou représentant(s) légal (légaux) ainsi que les éventuelles modifications les concernant lui sont également transmises.

CHAPITRE III – DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION – CLÔTURE DU COMPTE

1. Durée de la Convention

La Convention est conclue pour une durée indéterminée. La clôture du compte de dépôt entraîne la résiliation de la Convention.

2. Clôture du compte

2.1 Initiative de la clôture

a) À l'initiative du Client – Sans préavis

Le Client (majeur ou mineur émancipé) peut demander, sans frais et à tout moment, la clôture de son compte par écrit adressé à la Banque, ou par téléphone dans certains cas en s'adressant au Service Client. S'agissant des comptes collectifs (joint ou indivis), tous les cotitulaires doivent manifester leur volonté écrite de procéder à leur clôture.

Le Compte d'un mineur non émancipé est clôturé sur demande du Représentant légal. Le compte d'un majeur sous sauvegarde de justice, mandat de protection future, curatelle ou tutelle ou à l'égard de qui une habilitation familiale a été délivrée peut être clôturé, selon les conditions posées par le régime juridique qui lui est applicable.

b) À l'initiative de la Banque – Préavis

La Banque peut, à tout moment, clôturer le compte en fournissant au Client une notification au format papier (à l'adresse figurant sur les relevés de compte) ou électronique, ou tout autre moyen similaire si envoi à l'étranger. Sauf comportement gravement répréhensible ou décès du Client, la Banque accorde au Client un délai de préavis de 2 mois à compter de la notification, que le solde de son compte soit débiteur ou créditeur, et ce afin de permettre au Client de prendre toute disposition utile. L'ouverture d'une procédure de surendettement ne constitue pas un motif de clôture du compte.

Sauf cas de comportement gravement répréhensible du Client, la Banque assure pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture du compte un service de caisse consistant à régler les chèques, les paiements de titre interbancaire de paiement (TIP) TIPSEPA et les Téléversements SEPA en circulation ou domiciliations en cours, sous la condition expresse de la constitution par le Client aux caisses de la Banque d'une provision suffisante, préalable, disponible et individualisée par opération.

c) Dispositions relatives à la résiliation par voie électronique

Les présentes dispositions s'appliquent à l'égard du Client personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels (désigné ci-après « consommateur »).

« Lorsqu'un contrat a été conclu par voie électronique ou a été conclu par un autre moyen et que le professionnel, au jour de la résiliation par le consommateur, offre au consommateur la possibilité de conclure des contrats par voie électronique, la résiliation est rendue possible selon cette modalité.

À cet effet, le professionnel met à la disposition du consommateur une fonctionnalité gratuite permettant d'accomplir, par voie électronique, la notification et les démarches nécessaires à la résiliation du contrat. Lorsque le consommateur notifie la résiliation du contrat, le professionnel lui confirme la réception de la notification et l'informe, sur un support durable et dans des délais raisonnables, de la date à laquelle le contrat prend fin et des effets de la résiliation.

Un décret fixe notamment les modalités techniques de nature à garantir une identification du consommateur et un accès facile, direct et permanent à la fonctionnalité mentionnée au deuxième alinéa, telles que ses modalités de présentation et d'utilisation. Il détermine les informations devant être fournies par le consommateur. » (Article L.215-1-1 du code de la consommation).

« Les dispositions du présent chapitre sont également applicables aux contrats conclus entre des professionnels et des non professionnels. » (Article L.215-3 du code de la consommation).

2.2 Conséquences de la clôture

Le solde créditeur du compte est restitué au Client, sous déduction des opérations en cours et de tous intérêts, frais et commissions qui pourraient être dus à la Banque, étant précisé que lorsque le compte est collectif (joint ou indivis), ses cotitulaires (ou indivisaires) indiquent à la Banque les modalités de répartition du solde créditeur.

Le solde débiteur du compte clôturé est exigible de plein droit, le règlement du solde devant intervenir dans le délai indiqué dans la communication fournie au client relative à la clôture, faute de quoi la Banque procédera à un recouvrement judiciaire. Jusqu'à complet remboursement de la Banque, le solde débiteur est productif, selon le cas, d'intérêts au taux prévu dans le Guide des conditions et tarifs ou dans toute convention conclue par ailleurs entre la

Banque et le Client. Ces intérêts seront eux-mêmes productifs d'intérêts s'ils sont dus pour une année entière.

Les établissements de crédit sont tenus de déclarer à la Banque de France les incidents de paiement caractérisés, survenant notamment à l'occasion de découverts de toute nature utilisés pour les besoins non professionnels du Client, lesquels demeurent inscrits pendant cinq ans à compter de la date d'enregistrement par la Banque de France et sont radiés dès le paiement intégral des sommes dues.

À la clôture du compte, le Client doit restituer l'intégralité des moyens de paiement mis à sa disposition ou à celle de ses mandataires. La Banque dénoncera la totalité des avis de prélèvement enregistrés sur ses caisses.

Nonobstant ce qui précède, la clôture du Compte n'entraîne pas automatiquement résiliation des accès aux Services en ligne. Ceux-ci ainsi que les dispositions contractuelles les concernant perdurent tant que le Client détient au moins un contrat rattaché aux Services en ligne. La résiliation de l'ensemble des contrats rattachés aux Services en ligne entraîne la résiliation de ces derniers, qui seront rendus inaccessibles deux (2) mois après la prise d'effet de la résiliation/exclusion du dernier contrat. Les conséquences de la résiliation des Services en ligne sont décrites dans l'annexe « Les Services en ligne ».

2.3 Clôture de compte inactif

En cas d'inactivité de l'ensemble des comptes du Client au sens de l'article L.312-19 du Code monétaire et financier, les sommes déposées sur le(s)dit(s) compte(s) seront transférées à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) conformément à la réglementation. Ce transfert entraînera la clôture du(des) compte(s) concerné(s), sans application des stipulations prévues au paragraphe 2.2 « Les conséquences de la clôture du Compte » ci-dessus. Les sommes ainsi déposées à la CDC qui ne seraient pas réclamées à cette dernière par le Client ou ses ayants-droits, seront acquises à l'État à l'issue des délais respectivement prévus par la loi.

CHAPITRE IV – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification, y compris tarifaire, de la Convention sera communiquée sur support papier ou sur tout autre support durable. Le Client en sera informé deux mois avant la date d'application, notamment par l'inscription d'un message sur ses relevés de compte ou la communication d'un encart spécifique. L'absence de contestation du Client avant la date d'application vaudra acceptation par le Client. Dans le cas où le Client refuse les modifications proposées par la Banque, il pourra résilier sans frais, avant cette date, la Convention. Toute mesure légale ou réglementaire qui aurait pour effet de modifier tout ou partie de la Convention et des tarifs applicables aux produits et services de cette Convention, prendra effet dès son entrée en vigueur.

CHAPITRE V – RÉSOUDRE UN LITIGE

La priorité de BNP Paribas est d'apporter à ses clients la meilleure qualité de service mais il peut arriver qu'une insatisfaction ou un désaccord surviennent. Pour les résoudre au plus vite, le client dispose des recours suivants :

1. En premier recours

L'agence / Le centre Banque Privée : Le Client peut contacter directement son conseiller habituel ou le directeur de son agence, pour lui faire part d'une réclamation au cours d'un entretien à l'agence, par téléphone sur leur ligne directe ou auprès d'un conseiller en ligne au 3477 (appel non surtaxé), par courrier ou via le formulaire en ligne accessible sur le site Internet www.mabanque.bnpparibas⁽¹⁾ ou l'application « Mes Comptes »⁽¹⁾.

Le Responsable Réclamations Clients : Si le Client ne reçoit pas de réponse satisfaisante à sa réclamation, il peut aussi contacter par écrit le Responsable Réclamations Clients dont dépend son agence. Ses coordonnées sont disponibles en agence, sur le site Internet www.mabanque.bnpparibas(1) ou l'application « Mes Comptes »⁽¹⁾.

L'objectif de BNP Paribas est de répondre immédiatement mais certaines réclamations plus complexes nécessitent plus de temps. Si des recherches sont nécessaires, BNP Paribas s'engage alors à accuser réception dans les 10 jours ouvrables suivant l'envoi d'une réclamation écrite ou la formulation à l'oral d'une réclamation, et d'apporter une réponse définitive dans un délai de 2 mois maximum.

Dans le cas particulier d'une réclamation portant sur un service de paiement, BNP Paribas communique au client une réponse dans les 15 jours ouvrables suivant la réception de sa réclamation, sauf situations exceptionnelles où la réponse est apportée au plus tard dans les 35 jours.

2. En dernier recours amiable

Le Médiateur est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire. La saisine d'un Médiateur vaut autorisation expresse de levée du secret bancaire par le client à l'égard de BNP Paribas, pour ce qui concerne la communication des informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

Le Client peut saisir gratuitement et par écrit l'un des Médiateurs ci-dessous, selon son domaine de compétence, **à condition** :

- Soit d'être en désaccord avec la réponse apportée au préalable par BNP Paribas, quel que soit l'interlocuteur ou le service auprès duquel la réclamation écrite a été formulée ⁽²⁾,
- Soit de ne pas avoir obtenu de réponse à sa réclamation dans un délai de 2 mois (ou de 35 jours ouvrables pour une réclamation portant sur un service de paiement) suivant l'envoi d'une première réclamation écrite.

Le Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française (FBF) doit être saisi uniquement par écrit, en français ou en anglais, par un client, personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, et exclusivement pour les litiges relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion de compte et opérations de crédit, services de paiement), de produits d'épargne, ainsi qu'en matière de commercialisation de contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire distribué par BNP Paribas⁽³⁾

- Soit par voie électronique : <https://lemediateur.fbf.fr>⁽⁴⁾
- Soit par voie postale : Médiateur auprès de la Fédération Bancaire Française - Clientèle des Particuliers – CS151 – 75422 PARIS Cedex 09. Le Client peut retrouver la charte de la médiation sur le site : <https://lemediateur.fbf.fr> ⁽⁴⁾ et elle peut être obtenue sur simple demande en agence.

Le Médiateur de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), exclusivement pour les litiges relatifs à la commercialisation de produits financiers, la gestion de portefeuille, la transmission et l'exécution d'ordres de bourse, la tenue de compte de titres ordinaires ou PEA, les organismes de placement collectif et les fonds d'investissement alternatifs, l'épargne salariale et les transactions sur instruments financiers du FOREX,

- Soit par voie postale : Le Médiateur - Autorité des Marchés Financiers - 17 place de la Bourse - 75082 Paris CEDEX 02
- Soit par voie électronique : <https://www.amf-france.org/fr/le-mediateur>⁽⁴⁾

Par la saisine du Médiateur de l'AMF, le Client autorise BNP Paribas à lui communiquer toutes les informations nécessaires à l'instruction de la médiation.

Le Médiateur de l'Assurance, exclusivement pour les litiges relatifs aux produits d'assurance ne relevant pas de la commercialisation,

- Soit par voie postale : Le Médiateur de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex 09
- Soit par voie électronique : www.mediation-assurance.org⁽⁴⁾

Tout litige résultant d'un contrat de vente ou de services en ligne peut aussi être formulé par voie électronique sur la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) sur le site Internet : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/> ⁽⁴⁾

⁽¹⁾ L'abonnement à des services de banque à distance (Internet, téléphone fixe, SMS, etc.) est gratuit et illimité, hors coût de communication ou de fourniture d'accès à Internet et hors alertes par SMS.

⁽²⁾ En cas de rejet ou de refus de faire droit en totalité ou partiellement à la réclamation.

⁽³⁾ Sont exclus les litiges qui relèvent de la Politique Générale de la Banque (par exemple : la politique tarifaire, le refus de crédit, la conception des produits...), ceux concernant la performance des produits liée aux évolutions des marchés, et ceux portant sur les mesures édictées dans le cadre d'une procédure de surendettement par le Juge et/ou la Commission de Surendettement.

⁽⁴⁾ Coût de connexion selon opérateur.

CHAPITRE VI – GARANTIE DES DÉPÔTS

En application de la loi, la Banque est adhérente du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. Un document contenant des informations sur la garantie des dépôts est annexé à la Convention.

CHAPITRE VII – DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de la relation bancaire, la Banque, en qualité de responsable de traitement, est amenée à recueillir auprès du Client des données personnelles le concernant. Le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement et à la portabilité de ses données. Il dispose également du droit d'opposition au traitement pour des raisons liées à sa situation particulière et du droit d'opposition à tout moment au traitement de ses données à des fins de prospection commerciale.

Le Client peut exercer ces droits sur le Site ou par courrier à BNP Paribas, APAC TDC Val de Marne, TSA 30233, 94729 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX.

Les informations sur les traitements de données figurent dans la Notice de protection des données personnelles qui lui a été fournie. Ce document est également disponible dans les Agences, Centres de Banque Privée et sur le Site.

En tant que responsable de traitement conjoint avec SWIFT, la Banque assure la sécurité, l'efficacité et la transparence des transactions financières concernant le Client. Les services Swift (S.W.I.F.T. SC, Avenue Adèle 1, 1310 La Hulpe, Belgique) permettent d'envoyer et de recevoir des messages ou des fichiers financiers afin de permettre le suivi et la gestion de ces transactions. Les données personnelles du Client sont supprimées par Swift de ses systèmes conformément aux procédures de conservation et de suppression des données de Swift, et en tout état de cause lorsque ces informations ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles sont traitées. Swift ne partagera les données personnelles du Client qu'avec les seuls tiers en ayant besoin dans le cadre des Services de traitement des transactions Swift, tels que les clients Swift impliqués dans la transaction concernée ou les partenaires du réseau Swift. Dans des circonstances limitées, Swift peut transférer les données personnelles du Client en dehors de l'EEE, en utilisant des dispositions de transfert adéquates pour sécuriser les données. À des fins de résilience, de disponibilité et de sécurité, Swift stocke les données des messages dans ses centres de données situés dans l'UE, aux États-Unis et en Suisse. La Commission européenne a reconnu que la Suisse offre une protection adéquate des données. De plus, pour permettre le transfert de données personnelles de l'EEE vers le centre d'exploitation de Swift aux États-Unis, Swift a exécuté avec son entité locale aux États-Unis les clauses contractuelles types de l'UE et a mis en œuvre des mesures de protection techniques et organisationnelles supplémentaires pour s'assurer que tous les transferts de données personnelles sont conformes au RGPD. Pour plus d'informations sur le traitement des données personnelles dans le cadre des services de traitement des transactions Swift, le Client peut consulter la Politique de protection des données personnelles de Swift (PDPP), disponible à l'adresse <https://www.swift.com>.

CHAPITRE VIII – SECRET BANCAIRE

Les données du Client sont protégées par le secret professionnel auquel est tenue la Banque. À ce titre, le Client accepte expressément et pendant toute la durée de sa relation bancaire que les données le concernant soient transmises :

aux sociétés du Groupe BNP Paribas afin de :

- **prévenir, détecter et lutter contre la fraude ;**
- **réaliser des activités de recherche et développement notamment à des fins de conformité, de gestion du risque, de communication et de marketing ;**
- **obtenir une vision globale, actualisée et cohérente des clients de la Banque, y compris des informations relatives à leur statut fiscal ;**
- **offrir une gamme complète de produits et services des sociétés du Groupe BNP Paribas, pour permettre au Client d'en bénéficier ;**
- **personnaliser le contenu et les prix des produits et services pour le Client ;**
- **mettre en commun des moyens, informatiques notamment ;**
- **permettre à la Banque de se conformer à ses obligations légales et réglementaires telles que la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le respect de sanctions internationales, d'embargos et de procédures de connaissance des clients (KYC) et la gestion du risque crédit et opérationnel (catégorie de risque/note de risque/ etc.) ;**

hors du groupe BNP Paribas :

- **aux prestataires de services et sous-traitants liés contractuellement à la Banque, qui fournissent des prestations pour son compte et sous sa responsabilité (par exemple, services informatiques, logistiques, services d'impression, télécommunications, recouvrement de créances, conseil, distribution et marketing) ;**
- **aux partenaires bancaires et commerciaux, agents indépendants, intermédiaires ou courtiers, institutions financières, contreparties, référentiels centraux, commerçants accepteurs, banques, banques correspondantes, dépositaires, émetteurs de titres, agents payeurs, plateformes de bourse, sociétés d'assurances, opérateurs de systèmes de paiement, émetteurs ou intermédiaires de cartes de paiement, plates-formes d'échange, sociétés de caution mutuelle ou organismes de garantie financière dans le cadre de :**
 - la mise en place et la gestion d'un produit ou d'un service souscrit par le Client, aux seules fins d'exécution de leurs obligations contractuelles vis-à-vis de la Banque ou du Client ; ou
 - l'exécution des transactions financières et des opérations de paiement demandées par le Client ;
- **à des autorités financières, fiscales, administratives, pénales ou judiciaires, ou locales ou étrangères, des arbitres ou des médiateurs, des autorités chargées de l'application de la loi, des agences de notation, des autorités de tutelle, des organismes gouvernementaux ou des organismes publics (tels que la Banque de France, la Caisse des Dépôts et des Consignations), afin de :**
 - satisfaire aux obligations légales et réglementaires incombant à la Banque et plus généralement au Groupe BNP Paribas, telles que leurs obligations de divulgation dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
 - répondre à leurs demandes dans le cadre de leurs missions de supervision, d'investigation, etc. ;
 - défendre une affaire, une action ou une procédure, ou y répondre ;
- **aux prestataires de services de paiement tiers pour les besoins de la fourniture d'un service d'initiation de paiement ou d'information sur les comptes si le Client a consenti au transfert de ses données à cette tierce partie ;**
- **aux organismes de refinancement qui interviendraient dans une opération de crédit ainsi qu'à leurs mandataires directs ;**
- **à certaines professions réglementées telles que des avocats, des notaires, des agences de notation ou des commissaires aux comptes, lorsque des circonstances spécifiques l'imposent (litige, audit, etc.) ainsi qu'à tout acheteur actuel ou potentiel des sociétés ou des activités du Groupe BNP Paribas ou ses assureurs.**

La Banque peut aussi partager des informations agrégées ou anonymisées au sein du groupe BNP Paribas et en dehors de celui-ci avec des partenaires tels que des groupes de recherche, des universités ou des annonceurs, qui ne peuvent en aucun cas identifier le Client.

Les données du Client peuvent être agrégées dans des statistiques anonymisées pouvant être proposées à des clients professionnels pour les aider à développer leur activité, sans que ces données permettent aux destinataires de ces statistiques anonymisées d'identifier le Client.

CHAPITRE IX – INFORMATION RELATIVE AU DROIT D'INSCRIPTION À LA LISTE D'OPPOSITION AU DÉMARCHAGE TÉLÉPHONIQUE

Le Client a la possibilité de s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique auprès de la Société CONSOPROTEC (sur le site internet dédié www.bloctel.gouv.fr ou par courrier à : Société CONSOPROTEC, Service Bloctel, 19, rue de la Vallée-Maillard 41000 Blois) ou de toute autre société qui serait désignée pour gérer cette liste. Dès la prise en compte de son inscription par l'organisme, il ne recevra plus de sollicitations commerciales par téléphone. Toutefois, en cas de contrat en cours, le Client pourra continuer à recevoir de la part de la Banque des nouvelles offres ayant un rapport avec l'objet de ce contrat, lui permettant de le compléter ou de l'améliorer.

CHAPITRE X – LOI APPLICABLE, TRIBUNAUX COMPÉTENTS, LANGUE

La loi applicable aux relations pré-contractuelles et contractuelles est la loi française.

En cas de litige relatif à la présente Convention ou à ses suites (notamment pour ce qui concerne sa validité, son interprétation ou son exécution) et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est déterminé selon les règles prévues par les articles 42 et suivants du Code de procédure civile.

Lorsque le Client n'a pas son domicile sur le territoire de l'un des États membres de l'Union européenne, il est expressément convenu qu'à défaut de règlement amiable, tous litiges relatifs à la Convention ou à ses suites (notamment pour ce qui concerne sa validité, son interprétation ou son exécution) seront de la compétence exclusive des tribunaux compétents en matière civile du ressort de l'agence détenant le compte.

D'un commun accord, la langue utilisée durant la relation pré-contractuelle et contractuelle est le français. En cas de traduction, seul le texte de la Convention en version française fera foi entre les parties.

CHAPITRE XI – DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU CLIENT

La Banque attire l'attention du Client sur le fait qu'il est de sa responsabilité exclusive de respecter les obligations légales qui lui sont applicables. En particulier, le Client doit se conformer aux obligations fiscales qui s'appliquent à lui, tant dans les différents pays concernés par ses transactions conclues avec la Banque ou par son intermédiation que dans le(s) pays de sa nationalité ou de sa résidence.

> Le Client déclare :

- s'engager à ce que toute transaction effectuée avec la Banque ou par son intermédiation soit conforme à l'ensemble des obligations légales et des obligations fiscales qui s'appliquent à lui, tant dans les différents pays concernés par cette transaction que dans le(s) pays de sa nationalité ou de sa résidence ;
- n'être frappé d'aucune interdiction légale ou judiciaire ni d'aucune incapacité, au regard notamment du droit français et/ou de son droit national et/ou du droit du pays de son domicile et pouvoir s'engager, au regard du régime matrimonial dont il relève, dans les termes de la présente et avoir la libre disposition des fonds en dépôt ;
- agir à l'égard de la Banque dans son intérêt propre et qu'il détient les fonds pour son propre compte et que les documents, attestations et informations remis à tout moment à la Banque sont, à la date à laquelle ils ont été remis, exacts, réguliers et sincères.

ANNEXES

I - ANNEXE « GARANTIE DES DÉPÔTS »

Formulaire type concernant les informations à fournir aux déposants

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA PROTECTION DES DÉPÔTS	
La protection des dépôts effectués auprès de BNP Paribas est assurée par :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)
Plafond de la protection	100 000 € par déposant et par établissement de crédit ⁽¹⁾ Les dénominations commerciales ci-après font partie de votre établissement de crédit: Hello bank!, L'Agence en ligne et BNP Paribas Banque de Bretagne.
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € ⁽¹⁾ .
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui ⁽²⁾ .
Autres cas particuliers	Voir note ⁽²⁾
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables ⁽³⁾
Monnaie de l'indemnisation :	Euros
Correspondant :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65 rue de la Victoire – 75009 Paris Tél. : 01 58 18 38 08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : http://www.garantiedesdepots.fr/
Accusé de réception par le déposant : ⁽⁵⁾	Le : ... / ... / ...

Informations complémentaires :

⁽¹⁾ Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L.312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (hors Livret A, Livret de Développement Durable et Solidaire, et Livret d'Épargne Populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €. Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. BNP Paribas opère également sous la (les) dénomination(s) suivante(s) : Hello bank!, L'Agence en ligne de BNP Paribas et BNP Paribas Banque de Bretagne. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100 000 €.

⁽²⁾ Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €. Les comptes sur lesquels deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés. Les comptes appartenant à un Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne. Les sommes inscrites sur les Livrets A, les Livrets de Développement Durable et Solidaire – LDDS – et les Livrets d'Épargne Populaire – LEP – sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicable aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un livret A et un LDDS dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé d'une part à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant. Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 €, pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du fonds de garantie des dépôts et de résolution).

⁽³⁾ Indemnisation

Le fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L.312-5 du code monétaire et financier.

Ce délai de sept jours ouvrables sera applicable à compter du 1^{er} juin 2016 ; jusqu'à cette date, ce délai est de vingt jours ouvrables. Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

- soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception,
- soit par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

⁽⁴⁾ Autres informations importantes

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains dépôts ou à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR. Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

⁽⁵⁾ Accusé de réception

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention. Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.

II - AUTRES ANNEXES :

Les autres annexes de la Convention de compte sont :

- L'annexe « Conditions de fonctionnement des cartes » (le « Contrat carte »),
- L'annexe « Les Services en ligne » incluant l'annexe « Liste des documents en ligne »,
- ainsi que le Guide des conditions et tarifs pour les particuliers.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

